



Des printemps arabes aux tempêtes du désert

Compte-rendu de la conférence d'Antoine Sfeir, journaliste et politologue spécialiste du Moyen-Orient et du Proche-Orient, fondateur du journal J'informe (1977), collaborateur régulier au Point, directeur des Cahiers de l'Orient, Président du Centre d'études et de réflexions sur le Proche-Orient. Organisée par le Club du Millénaire, la conférence a été prononcée le mardi 27 novembre 2012, à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

Plus de dix-huit mois après les Révolutions arabes, on continue à utiliser le terme de « Printemps arabes ». Pourtant, dans toutes les villes d'Egypte, des manifestations faisant suite à une grève générale ont éclaté contre le Président Mohamed Morsi, après la décision de ce dernier de concentrer les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Ceci montre s'il était nécessaire que les révolutions ne se font pas du jour au lendemain, elles ont besoin de temps. De même, la Révolution française avait conduit à la Terreur et ou aux manifestations de 1848 en Europe. Ces révolutions n'ont pas commencé en Tunisie avec la révolution de Jasmin, mais en 2009, en Iran, où les jeunes ont bravé la peur. Grâce aux réseaux sociaux, cette « non-peur » a traversé les frontières. 70 % de la population arabe a moins de 30 ans, mais il a fallu attendre deux ans pour que l'on remarque des contestations permanentes de la part des jeunes dans tous les pays arabes. Les choses se sont accélérées dès décembre 2010, mais les révolutions ne sont pas terminées et sont en train d'être confisquées.

Il importe d'être attentif à la définition que l'on donne du Moyen-Orient et du Proche-Orient. Le *Middle East* anglo-saxon englobe le Pakistan tandis qu'en France, le Moyen-Orient s'étend jusqu'à l'Irak et la Turquie¹. Nous assistons aujourd'hui à un éclatement régional et national. Depuis le début des années 2000, l'Irak est formé de trois « pays ». La Syrie est, elle, menacée d'éclatement et la presse résume communément cette guerre civile par une opposition entre chiites et sunnites. Pour comprendre cette idée de schisme religieux qui marque le monde

¹ Voir carte du Moyen-Orient au bas du document.

musulman actuel, il faut remonter aux débuts de l'Islam et aux deux périodes de la prédication.

La première s'articule autour des relations homme/créateur et établit le dogme, avec les cinq piliers de l'Islam². Ces piliers sont éminemment spirituels, dans la droite ligne des Ecritures. Par exemple le Coran ne parle pas une seule fois des cheveux, il est écrit que les femmes doivent « cacher leurs atouts », ce qui fait référence à la poitrine. Dans le verset qui suit, il est dit que les femmes doivent porter leurs djellabas pendant la prière communautaire du vendredi. Les croyants et croyantes doivent être séparés par un voile, pour éviter aux femmes les regards lubriques. Cependant, la mosquée constitue également un lieu de rencontre, à l'instar des autres lieux de culte. La volonté d'organiser ces rencontres oblige à comprendre qui est l'autre et à quoi il croit. Lors de cette première prédication, il s'agissait de créer une cité. Le Prophète une fois arrivé dans une ville constituée de plusieurs tribus, annonce donc qu'elles appartiennent désormais à l'Islam, religion qui prêche la soumission à Dieu, et qu'ils en deviennent par conséquent tous égaux, n'appartenant plus à leur tribu. Le Prophète leur demande d'envisager l'Islam comme transcendant leur identification, il nie les frontières pour créer une communauté de croyants, l'*Oumma*.

En 632, le Prophète décède sans désigner de successeur. Le premier qui lui succède, Abû Bakr (632-634), remobilise les tribus pour terminer l'Islamisation autour de Médine et de la Mecque. Le deuxième, Omar I^{er} (Omar *le Capitaine*, 634-644) initie l'art musulman et se lance dans une expansion en Afrique du Nord et au-delà de l'actuel Maghreb, se heurtant à la juive Kahina qui finit par céder. Il se dirige également vers le Proche-Orient, en direction du monde Perse, de la Mésopotamie et du monde indien. Le troisième, Osman (644-656), venait du clan qui refusait à Mohamed le droit de prêcher. Il fait écrire le Coran, qui était jusqu'alors transmis par tradition orale, et fait détruire les autres versions existantes. Il installe tous ses proches aux postes importants de cet empire naissant mais est assassiné en 656. Le quatrième, Ali (656-661) est un cousin et gendre du Prophète. Il est « coopté » calife, mais est contesté dès son installation par le gouverneur de Damas, Mu'awiya, qui s'oppose à l'armée et à Ali. Ce dernier est assassiné et le gouverneur s'autoproclame calife et déclare rester fidèle aux paroles et aux comportements du Prophète : c'est la naissance du sunnisme, qui comprend 90 % des musulmans dans le monde. Les partisans d'Ali refusent le statut de calife au gouverneur et se dirigent vers la Mésopotamie (l'Irak

² Le premier pilier est le « Témoignage » ou *aslama* en arabe, qui signifie la soumission ; le second pilier constitue la prière ; le troisième est le jeûne ; le quatrième repose sur la solidarité intercommunautaire ; le cinquième est le pèlerinage à La Mecque.

actuel). Ce sont des chiïtes, qui représentent aujourd'hui 9 % de la population musulmane. Toutes les dissidences dont on entend parler aujourd'hui sont des dissidences nées du schisme. Les chiïtes ont été largement décimés par les sunnites jusqu'en 1979 où, avec la révolution islamique iranienne, le chiïsme se dote de son « Vatican », tandis que le « Vatican » sunnite est éclaté du fait de la signature la même année des accords de Camp David entre Israël et l'Égypte. Or il n'y a pas de guerre possible au Proche-Orient sans l'Égypte (380 000 militaires d'active et autant de réservistes), de même qu'il n'y a pas de paix possible sans la Syrie. Lorsque l'Égypte, plus grand pays de la région, signe la paix avec Israël, elle s'isole du monde arabe et cède sa place de cœur de l'Islam à l'Arabie Saoudite, le seul pays au monde qui porte encore le nom d'une tribu.

Au début du XX^e siècle, la France et la Grande-Bretagne se partagent le dernier tronçon de l'Empire ottoman : le Proche-Orient. Les Anglais sont intéressés par le pétrole et nient les frontières naturelles pour se servir. Ils poussent donc les frontières de l'Irak jusqu'au Kurdistan. La France de la III^e République est intéressée par l'exportation de ses idées (séparation de l'Église et de l'État, citoyenneté, francophonie), et rencontre 31 congrégations à fin de former une série d'élites dans la région. La France hérite de la Syrie, du Liban et de la Cilicie mais se heurte à l'hostilité de populations, notamment syrienne, ce qui mènera aux révoltes des djebels druzes. La France en paie les conséquences aujourd'hui. A cette période, le calife fatimide qui régnait au Caire est occulté et ses deux lieutenants cherchent à diffuser cette nouvelle religion syncrétique proche des philosophies hindouistes. En 1917, les États-Unis arrivent pour aider les Alliés en Europe à parachever la victoire. Ils s'aperçoivent que tout est occupé : l'Afrique du Nord est presque entièrement française, la péninsule Arabique est partagée en petits Emirats du côté arabe (appelés aujourd'hui les « pétromonarchies »), occupée par les Anglais en Irak, tandis que l'Iran est occupé par les Russes. Dans le désert immense où les tribus sont en confrontation, les États-Unis envoient des géologues et trouvent du pétrole. En 1932, dans ce désert, une des tribus l'emporte sur les autres et fonde le royaume d'Arabie Saoudite. En 1945, le Président Roosevelt convoque le roi sur un croiseur américain et l'accueille pour savoir de quoi il aurait besoin. Le roi lui retourne la question et Roosevelt évoque le pétrole. Malgré son scepticisme, il accepte de signer le Pacte de Quincy. Ce pacte réserve l'intégralité du pétrole saoudien aux États-Unis, qui en contrepartie serviront de parapluie stratégique aux frontières internationales de l'Arabie Saoudite ainsi qu'au régime des Saoud. Ce pacte constitue un élément fondamental et a été renouvelé en 2005 entre le Président Bush et l'actuel souverain d'Arabie Saoudite.

En Libye, Kadhafi a eu la malignité de détruire toutes les institutions de l'État, en se proclamant « guide » au-dessus de ces dernières. Par conséquent le pays n'a plus de gouvernement depuis 1974. Les interventions occidentales dans la région sont légitimées par l'idée de droit d'ingérence, voire d'ingérence humanitaire. On a sauvé la population de Benghazi mais on a laissé mourir celle de Syrte (150 000 personnes). La notion de droit d'ingérence pose un vrai problème d'un point de vue du droit international, celui-ci consacrant dans le même temps la souveraineté des États. Aurait-on accepté qu'un pays du Sud utilise ce droit d'ingérence sur un pays du Nord ? Il y a vingt ans, quand l'indépendantisme corse était à son apogée, nous n'aurions jamais accepté que les armées de Kadhafi s'en mêlent. La résolution votée au Conseil de Sécurité des Nations-Unies visait à interdire le ciel libyen aux armées de Kadhafi, il n'était pas dit que des forces occidentales iraient au sol. Mais comme la rébellion n'avancait pas, les Occidentaux sont finalement intervenus. La Libye est aujourd'hui éclatée et la Tripolitaine constitue le foyer d'AQMI³, qui y a installé un califat en utilisant le canal de la Syrie avec des armes payées par le Qatar et l'Arabie Saoudite. Il y a ici une incohérence des Occidentaux, qui s'allient avec des dictatures (en l'occurrence le Qatar ou l'Arabie Saoudite) pour en détruire d'autres. On a par ailleurs laissé les Libyens se battre, le chaos s'installer, et où en est-on aujourd'hui ? Si dans le cas de la Libye le but était de tuer Kadhafi, cela peut être considéré comme un succès, mais en Syrie, la guerre prend l'aspect d'une opposition religieuse, d'une guerre entre sunnites et alaouites. Si elle se traduit par l'éclatement de la Syrie, les alaouites formeraient un État (le « pays des nazaréens »), qui prolongerait la côte libanaise du côté occidental. Que ferait-on alors des chrétiens, des Turkmènes, des druzes, des Kurdes ? La Syrie n'est pas un pays entièrement sunnite mais une mosaïque de peuples qui a aujourd'hui un fort référent communautaire. La citoyenneté a été créée par l'Angleterre et la France en voulant transcender les identités communautaires, ce qui n'a fonctionné qu'un temps.

La première guerre du Golfe entre l'Iran et l'Irak naît des différends ethniques, religieux et stratégiques, le golfe Persique représentant 65 % de l'approvisionnement français et 17 % des flux de pétrole mondiaux. L'Iran constitue alors une référence en termes de chiisme et les minorités chiites s'affirment d'avantage dans d'autres pays. Durant la deuxième guerre du Golfe en 1991, les Syriens sont les seuls Arabes à s'être rangés du côté de l'Iran, parce qu'ils sont chiites. Cette lecture de la première guerre du Golfe est indispensable pour comprendre la situation actuelle en Syrie. L'Occident n'a pas réagi lorsque l'armée saoudienne est entrée dans Bahreïn pour balayer la place

³ Al-Qaida au Maghreb islamique.

de la Liberté et l'insurrection. Djibouti a longtemps représenté le « porte-avion de la France », ce qui n'est plus vrai aujourd'hui puisqu'il y a davantage de soldats américains. Le Yémen qui lui fait face serait une base logistique de terroristes. Si cette zone devient une tenaille américaine, les États-Unis pourront alors contrôler non seulement les puits de pétrole mais également les acheminements (transports sécurisés, voies maritimes de plus en plus contrôlées par les États-Unis), avec la mer Rouge, tandis que la mer du Nord est contrôlée par les Anglais.

Depuis deux ans environ, nous entendons parler de « démocratie » dans le monde arabe (gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple), mais aucun pays au monde ne correspond à cette définition, nous assistons plutôt à une démocratie réduite à la loi du nombre. Dans ces pays où cohabitent 18 communautés, l'appartenance à l'une d'entre elles était auparavant une richesse, elle vire aujourd'hui au communautarisme. Pourquoi suis-je parti du Liban ? Car j'ai choisi la *respublica*, c'est-à-dire la coresponsabilité de la cité, qui assure l'égalité et donc la solidarité entre tous. C'est aussi le choix de la laïcité qui m'a poussé, le droit de croire ou de ne pas croire, de reconnaître l'athéisme ou l'agnosticisme comme une démarche de recherche. La laïcité vient faire la différence entre religion et foi, la religion étant l'organisation temporelle d'une communauté qui partage la même croyance et la foi une démarche purement intime. Ce n'est qu'en 1983, que des chercheurs français (Michaud et Lestienne) ont voulu coller à l'islam une étiquette fondamentaliste, l'islamiste devenant celui qui veut islamiser/réislamiser le champ social, politique, économique, judiciaire dans lequel il vit, à travers une attaque des institutions de l'État. Prenons l'exemple du salafisme (*salaf* en arabe signifie le « vrai », le « pur ») : le salafiste veut que la société vive exactement comme le Prophète avec ses premiers compagnons, jusqu'à leur aspect extérieur. Il ne s'intéresse pas à l'État mais vise la société. Néanmoins, qu'est-ce qui peut expliquer que les islamistes et les salafistes aient remporté les élections en Egypte ? Ils ont été opprimés pendant 70 ans et ont simplifié leur discours à travers une appropriation de l'islam (« si vous votez contre moi, vous votez contre l'islam »). Ils ont été majoritaires aux premières élections en février-mars mais ont perdu quatre mois plus tard 25 % de leurs suffrages aux présidentielles. Les manifestations actuellement sont surprenantes par leur ampleur : les musulmans eux-mêmes ignorent aujourd'hui leur religion.

En France par exemple, cette méconnaissance s'explique par une double restructuration à la fois identitaire et familiale des familles musulmanes, et la République en est en partie responsable en ayant voté en 1974 sous Georges Pompidou le regroupement familial sans y

préparer l'administration. Aujourd'hui on assiste d'ailleurs à un véritable éclatement national, les Kabyles ont un gouvernement provisoire à Paris, les Berbères du Maroc exigent un enseignement berbère dans tout le Maroc, le Mali subit des attaques des Touaregs et d'AQMI dans le nord, tandis qu'en Egypte certains proposent un pays pour les Coptes (qui représentent entre 10 et 12 % de la population égyptienne), etc. L'Arabie Saoudite elle-même n'est pas à l'abri car les chiites irakiens (non perses, mais arabes) ont besoin d'un État chiite arabe (il faudra alors mordre sur la province orientale où se place le pétrole saoudien) et de véritables révolutions institutionnelles peuvent naître sur ces questions. On observe partout une peur de l'Iran (considéré comme le Vatican chiite), ce qui tranche avec l'état d'esprit des États-Unis lors de leur installation en Arabie Saoudite, qui ne se sont pas méfiés du Moyen-Orient. Ce n'est qu'en 1953 quand Mossadegh fait nationaliser le pétrole, que les États-Unis fomentent un coup d'État pour ramener le Shah au pouvoir.

En 1948, année de la *naqba* (la « grande catastrophe » en arabe), naît l'État d'Israël, créé de toute pièce par les Européens en faisant fi des juifs des autres pays (Irak, Iran, Palestine, Liban, etc.). Ce sont des européens d'Europe centrale qui créent Israël, dont l'émergence a des conséquences immédiates pour les pays avoisinants. En 1952, on assiste à la fin de la monarchie en Egypte et l'avènement de Gamal Abdel Nasser. Nasser veut augmenter l'arabité des terres car les terres égyptiennes sont désertiques et s'articulent autour du Nil. Il veut construire à cet effet le barrage d'Assouan et s'adresse pour cela aux Américains, qui refusent. Il crée alors avec Tito le mouvement des « non-alignés », qui finira par tomber dans le monde soviétique mais qui constituait une alternative pour un monde divisé en deux. Le barrage d'Assouan est finalement construit et Nasser nationalise le Canal de Suez. La France et le Royaume-Uni mènent alors une guerre mercantile contre la compagnie du Canal de Suez (connue sous le nom de « l'expédition de Suez »), guerre dont nous payons encore les conséquences. Ils entraînent Israël dans cette guerre, qui est alors définitivement perçu comme une excroissance du monde occidental dans la région. De plus, dans un monde coupé en deux (libre/non libre), les États-Unis, la France et le Royaume-Uni vont s'allier non pas avec les républicains mais avec ceux qui ont une lecture littéraliste de l'islam à l'instar de l'Arabie Saoudite, au moment où dans la région les dictatures militaires commencent à s'installer. A l'époque, nos diplomates dans la région appellent cela des « ruptures de représentabilité » avec les mosquées pour seuls endroits de liberté de culte, aux mains de l'Arabie Saoudite (car ils ont envoyé leurs imams en France).

Le grand architecte de la politique américaine au Moyen-Orient est Kissinger, qui écrit en 1974 que désormais, les États-Unis deviendront l'interlocuteur incontournable de tous les conflits dans la région. Il écrit aussi « nous avons le devoir de déstabiliser tous les pays et les régimes qui pourraient être hostiles aux États-Unis ». Par là se crée le concept de « guerre préventive » (Yémen du Sud, Algérie, Irak, Syrie, etc.), qui se greffe à l'unique grand conflit de la région : le conflit israélo-arabe, aujourd'hui israélo-palestinien. Mais à partir de 1975, tout se déroule comme un chapelet après l'éclatement de la guerre du Liban entre milices chrétiennes et palestiniennes (corps paramilitaires à l'origine), qui en l'espace de huit ans devient une guerre civile. En 1976, les Syriens occupent une partie du Liban ; en 1977 naissent les pétromonarchies ; en 1978, Israël occupe tout le sud du Liban ; en 1979 éclate la Révolution islamique iranienne ; en 1980 a lieu la première guerre du Golfe ; en 1982 Israël va jusqu'à Beyrouth ; en 1987, la première Intifada palestinienne est déclenchée ; en 1991, la deuxième guerre du Golfe commence (cette fois-ci moins occultée car elle ne concerne plus un conflit entre les Arabes et les Perses mais 24 nations contre l'Irak) ; en 1993, c'est le premier attentat d'Al-Qaïda contre le World Trade Center ; entre 1981 et 1984 plusieurs rencontres s'organisent avec Ben Laden (trois fois à Beyrouth, et une fois au Soudan) mais en 1993, après la signature des accords d'Oslo, Ben Laden passe du wahhabisme aux Frères musulmans. C'est d'ailleurs à partir de cette date que s'accroissent les attentats avec en 1998 des attentats en Tanzanie et au Kenya contre les ambassades américaines. On compte par ailleurs plusieurs mouvements de ruptures à partir du 11 septembre 2001, notamment l'engagement européen, qui promettait pour 2005 la création d'un État palestinien mais dont le fonctionnement à 27 n'a pas été capable de créer un appareil de sécurité pour tout ce qui se passe dans cette région. Personne ne voudrait envoyer de forces en Syrie car l'armée syrienne possède encore un pouvoir de nuisance. L'Europe n'a encore jamais su utiliser autre chose que la « diplomatie du chèque » ce qui ne suffit pas à faire une politique. Si l'on implantait des établissements francophones, le français pourrait encore être une langue de formation et de culture, ce qui permettrait d'améliorer notre visibilité. Mais il faut des convictions pour établir ces liens.

Questions de l'auditoire :

Dans votre livre, *Tunisie, terre de paradoxes* (2006), vous esquissez une apologie des progrès réalisés par Ben Ali. Par exemple, nous pouvons citer la phrase suivante « la Tunisie a certainement un long chemin devant elle, cependant le pays progresse depuis l'arrivée au pouvoir de Ben Ali ». Estimez-vous pouvoir vous être trompé sur le compte du président tunisien ? Et Mohamed Morsi aujourd'hui ?

Ce livre était un coup de colère car toute la presse était en train de critiquer Ben Ali et c'était trop simple. Plus personne ne parlait d'Abdelaziz Bouteflika ou des autres monarchies comme l'Arabie Saoudite, et des attentats perpétrés. Ben Ali a eu l'avantage de garder les acquis de Bourguiba, notamment s'agissant des acquis de la femme. J'ai présenté mes excuses face aux blessures de certains Tunisiens. Concernant Morsi, j'espère de tout cœur me tromper, qu'il redonnera l'indépendance au pouvoir judiciaire et qu'il ne gardera pas longtemps les pouvoirs exécutif et législatif. En relations internationales le droit et la force sont toujours en rivalité, ce qui aboutit à des situations où l'on se retrouve impuissant ou injuste. En revanche, étant donnée la tournure actuelle des événements, j'ai peur que l'orgueil de Morsi l'emporte sur la raison. Al-Azhar se retire de la constituante, c'est donc bien une rupture.

Concernant la Syrie, n'assiste-t-on pas à de la désinformation ? Les médias ne vérifient pas leurs sources et l'on peut se demander s'il y a vraiment une guerre civile, sachant que les affrontements ont éclaté depuis plus d'un an et demi et que rien ne change. Pourrait-on penser que les intérêts des pays occidentaux sont en jeux ?

Il n'y a pas eu de nuit où je n'ai pas rêvé de voir tomber le régime syrien, mais pas comme cela et pas de cette manière, d'autant plus que le « Printemps syrien » de 2002 laissait envisager une réelle démocratisation. Il est vrai aujourd'hui que nous assistons à une répression contre ceux qui contestent le régime. Mais ce qui est inquiétant est la manière avec laquelle les Frères musulmans se sont appropriés la révolution. De plus, ceux qui ont lancé cette révolution étaient des jeunes qui n'avaient pas comme unique référence l'identification religieuse. Le régime syrien a été condamné pour crime de guerre par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Néanmoins il en va de même pour l'opposition syrienne, pourtant les médias n'y reviennent pas.

Plusieurs villages au sud-est d'Alep ont été victimes des massacres des rebelles et des insurgés et l'on n'en a pas parlé. De là à dire qu'il y a désinformation, il y a encore un pas à franchir. La situation est beaucoup plus complexe qu'on ne le pense, Bachar al-Assad ne tombera pas du jour au lendemain et mènera probablement son mandat à son terme, jusqu'en 2014. La question est de savoir qui va le remplacer. Probablement un autre alaouite, encore plus dur. Quatre tribus au sein des alaouites demandent au Président d'être plus répressif et d'employer des chars ou des hélicoptères. Est-ce une guerre civile ? Oui. Mais pourquoi l'Europe ne réagit-elle pas ? Par exemple en 1978, quand Israël envahit le sud du Liban, la décision est prise de créer la FINUL⁴, dossier sur lequel la France était en pointe. Certes la FINUL n'a jamais pu arrêter Israël mais a permis au sud du Liban d'être plus calme. On peut créer une force d'imposition et je vous renvoie au chapitre VII de la Charte des Nations-Unies relatif au droit de riposter⁵, mais l'Occident ne semble pas vouloir s'en mêler.

Sur l'intervention occidentale, on a soulevé l'influence de l'Occident au Proche et Moyen-Orient et le fait qu'aujourd'hui nous en payons les conséquences. Vous avez regretté le départ des Occidentaux après la chute de Kadhafi, ne pensez vous pas que l'Occident ait bien fait, qu'il n'aurait pas réussi à exporter un type de régime ou des valeurs ? De plus, les médias parlent de « Printemps arabes » : n'est ce pas un point de vue ethnocentré ? Ne vaudrait-il pas mieux parler des révolutions arabes ?

A partir du moment où on voulait aller en Libye il fallait remplacer les armées par des gens de la société civile (médecins, professeurs, etc.) et on ne l'a pas fait. Ce qui me dérange plus c'est l'influence que l'on donne au Qatar. Le gouvernement qatari arme les islamistes. La Turquie joue aussi un rôle en espérant redevenir le Vatican sunnite. L'Occident ne sait pas aujourd'hui quoi faire ni comment le faire. On a commencé une opération, il fallait aller à mon sens jusqu'au bout en aidant à réinstaller au moins les fondements d'un État. Cela dit, la tentation néocolonialiste n'est pas loin.

⁴ Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

⁵ Chapitre VII de la Charte des Nations-Unies : « Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression ».

Une dernière courte question, portant sur les récents attentats de Beyrouth, peut-on à votre avis désigner un coupable ?

Cela se rapporte à la force et la puissance de la France dans la région, qui était le seul pays au monde qui puisse parler avec tout le monde. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. On ne peut pas se permettre de désigner un coupable avant même que l'enquête commence. Le général libanais, al-Hassan, avait beaucoup d'ennemis (Syriens, Iraniens, chiites du Hezbollah, etc.) et on pense que l'ordre a été donné à Damas, c'est certain, mais il est certain aussi qu'il faut attendre les résultats de l'enquête en cours. Il faut respecter la présomption d'innocence et se demander à qui profite le crime. Rien ne se fait au Liban sans que les Syriens soient impliqués mais il existe beaucoup d'acteurs derrière, rien ne se fait non plus sans les Iraniens. Peut-être est-ce aussi la conséquence d'une coalition d'intérêts contraires.

Club du Millénaire : Elise Mellon, Antoine Pogorzelski, Antonin Tokatlian, Marion Urien-Dupuis

Comité de rédaction : Louis-Marie Bureau, Lara Deger, Sarah Laffon

Annexe : carte du Moyen-Orient

